

repose sur des notions très vagues. Si on s'attache véritablement à examiner de près les liens qui unissent tous les pays qui en sont membres, c'est-à-dire, des centaines de millions de citoyens, il est extrêmement difficile de comprendre comment il a survécu si longtemps. Nous pouvons cependant en donner certaines définitions assez précises, par exemple celle qui repose sur nos origines communes, nos traditions démocratiques, et, enfin, le fait que nous nous sentions à l'aise les uns avec les autres — un membre du Commonwealth me confiait récemment que, par contraste, au passage de la frontière canado-américaine il éprouvait un certain sentiment de dépaysement qui découlait de son appartenance au Commonwealth — Cette réalité, si elle ne peut être mesurée de façon exacte, a une importance énorme.

De plus, nous sommes présents d'une façon très réelle dans certaines des régions les plus dynamiques du monde, l'Afrique et l'Asie du Sud-Est entre autres — et je crois que cette présence et l'influence du Commonwealth joueront un rôle crucial dans toute résolution des problèmes de l'Afrique australe.

Depuis un an en particulier, j'ai eu l'occasion, de concert avec mes autres collègues occidentaux du Conseil de sécurité, d'examiner de près, la situation namibienne et, de façon périphérique mais néanmoins assez sérieuse, la situation rhodésienne. Sans vouloir diminuer le mérite du Groupe des cinq ou plus précisément, de l'Allemagne, des États-Unis et de la France, je dois dire que ces pays seraient les premiers à reconnaître que l'appartenance de la Grande-Bretagne et du Canada au Commonwealth a, de toute évidence, donné plus de poids aux efforts du Groupe et que, cette influence s'avérera sans doute essentielle dans toute solution éventuelle au problème namibien. Je crois, en dépit des conflits qui séparent les divers pays, qu'on peut dire la même chose en ce qui a trait à la Rhodésie. Il n'est pas toujours facile de préciser quels facteurs entrent en jeu et c'est pourquoi j'aimerais recourir à un exemple canadien pour illustrer mon propos. Je suis d'avis que les liens personnels étroits de notre premier ministre, M. Trudeau avec le Commonwealth, l'appui qu'il lui accorde depuis dix ans, les amitiés et les relations qu'il a établies avec divers chefs du Commonwealth, ont à maintes reprises joué un rôle capital. C'est ainsi qu'il a été possible d'influencer certains des chefs des pays directement intéressés qui, à leur tour, ont eu une influence profonde sur certains des chefs des divers mouvements d'indépendance. S'il ne faisait rien de plus que de mener les peuples de l'Afrique australe, peuples en plein désarroi, vers un avenir plus stable et plus serein, le Commonwealth justifierait son existence...

Je crois également qu'il est important de réaffirmer, bien qu'il s'agisse d'une réalité quelque peu intangible, la force morale que le Commonwealth peut exercer dans le monde. Depuis une vingtaine d'années environ, ceux qui ont un rôle à jouer dans les affaires internationales ont tendance à devenir cyniques au plus haut point, à considérer que la puissance règle tout et, qu'en fin de compte, les décisions seront prises par ceux qui sont soit les plus armés, soit les plus riches, en un mot, par ceux qui ont le plus d'influence. Je ne suis pas assez naïf pour sous-estimer ou nier l'importance du pouvoir, mais je crois qu'à long terme la dissociation de la politique et de la morale ne sera d'aucun bénéfice pour l'Occident. Parmi les différences qui nous distinguent de nos adversaires communistes par exemple, il en est une, le sens de la moralité dans la